gouvernement s'en prend-il pour prouver sa virilité? Aux réfugiés, monsieur le Président.

A propos de la motion n° 74, nous ne pouvons ni ne saurions l'accepter car le principe sur lequel elle est fondée est erroné.

Ce que j'ai affirmé au sujet de la motion n° 73 vaut pour la motion n° 76. Pour la motion n° 77, nous avons débattu hier de la question des décisions écrites. Nous pensons que ce n'est pas trop demander. Je suis ravi que le député de Spadina (M. Heap) ait proposé que les décisions soient écrites, avec motifs à l'appui. Nous sommes d'accord avec l'amendement proposé par le gouvernement même, voulant que les motifs soient fournis, mais nous ne voulons pas que l'on s'en tienne à cela. Nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement n'accepte pas nos amendements voulant que les motifs soient présentés par écrit au demandeur et à son avocat. C'est la pratique du gouvernement fédéral dans presque tous les domaines, qu'il s'agisse d'un différend en matière de pensions, de difficultés particulières impliquant la commission d'appel de l'immigration, ou d'indemnisation des travailleurs. Même quand nous répondons à nos électeurs, il nous arrive souvent de donner les raisons de décisions. Si les raisons sont compliquées, nous fournissons des renseignements détaillés. Nous tentons de donner par écrit les paramètres de la décision. Nous le faisons dans presque chaque sphère de la politique publique. Pourquoi établir un précédent? Qu'arrive-t-il quand quelqu'un qui possède des droits et qui mérite le respect fait face à une situation de vie ou de mort? Est-il si onéreux de demander que ces décisions soient rendues par écrit? Le gouvernement veut simplement expulser les navires.

Il faut au moins donner l'impression qu'on respecte un certain équilibre. Bien que l'amendement soit meilleur parce qu'il oblige l'arbitre et le membre de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié de fournir des raisons, nous demandons simplement que ces raisons soient fournies par écrit pour que le demandeur, l'avocat et les autres parties intéressées puissent revoir les décisions et avoir une quelconque réponse intelligente au lieu de se munir simplement d'un enregistrement magnétoscopique et de dire: «Voici ce qu'il a déclaré.» Le demandeur en supporte les frais mais en définitive devant un tribunal, ces transcriptions ne seront peut-être pas tenues pour authentiques. Elles seront peut-être erronées ou il s'agira peut-être d'une interprétation du demandeur ou de l'avocat. Le gouvernement pourra prétendre alors que ce n'est pas la version officielle, que la décision n'a pas été rendue de cette façon. Nous nous retrouverions alors dans le pétrin. Au lieu de simplifier les choses, nous serions, comme le dirait Fortheringham, dans une situation inutilement embrouillée.

Nous croyons donc que quand une décision est rendue, les raisons devraient être données par écrit et justifiées. Je ne peux respecter un système qui dit: «Voici notre décision, nous ne vous la communiquerons pas par écrit et vous pouvez en faire ce que vous voulez. Ce n'est ni légitime ni logique. J'espère qu'un député ministériel, peut-être le député de Calgary-

Immigration—Loi

Ouest, apportera des éclaircissements au sujet des motions n°s 74 et 77.

M. le vice-président: La Chambre juge que l'amendement proposé par le député de Spadina (M. Heap) est recevable.

Je donne la parole au député de Calgary-Ouest (M. Hawkes) qui poursuit le débat.

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, je vais essayer de m'en tenir à une brève intervention. Je veux parler de la motion n° 74. Je compte bien que l'opposition officielle et le Nouveau parti démocratique voteront contre cet amendement. Cela ferait voir clairement au grand public qu'ils comprennent peut-être moins le projet de loi qu'il le faudrait.

Cela aidera peut-être le public à comprendre que la plupart des amendements de l'opposition que nous avons étudiés font l'affaire des faux réfugiés. Tous les arguments entendus en faveur de la motion n° 74 favorisent les faux réfugiés. C'est tout à fait dans la ligne d'une série d'amendements ayant pour but de rendre la vie plus facile à ceux qui ne sont pas des réfugiés ayant besoin de la protection du Canada mais qui abusent de nos lois.

● (1250)

En particulier, je voudrais souligner le fait que le député de York-Ouest (M. Marchi) a fait une sortie très virulente, qui condamne les décisions prises par son propre parti en 1976. A cette époque il a, grâce à la clôture, imposé une Loi sur l'immigration qui est à l'origine de l'arriéré et des problèmes actuels.

L'article en discussion autorise la Couronne à poursuivre et éventuellement faire condamner ceux qui violent la Loi sur l'immigration. Telle qu'elle existe aujourd'hui, après que le gouvernement du député l'eut fait imposer par la clôture, la loi nous autorise à poursuivre chaque réfugié et chaque personne qui viole la législation canadienne de l'immigration. L'article en question concrétise une chose que les ministres ont répétée à maintes reprises, chose que les députés de l'opposition ont refusé d'entendre.

Les ministres ont dit que le gouvernement n'a pas, n'a jamais eu et n'aura jamais l'intention de poursuivre un réfugié authentique pour violation de la Loi canadienne de l'immigration. Dans le contexte du projet de loi C-84, ils ont dit que le gouvernement n'avait pas l'intention de poursuivre les personnes qui conseillent et qui aident les véritables réfugiés. Les pouvoirs à cet effet existent dans la loi adoptée par le gouvernement libéral, mais nous ne les exercerons pas.

Le projet de loi C-55 contient un article d'après lequel nous ne pourrions pas accuser ou condamner quelqu'un qui revendique le statut de réfugié, et que si ce demandeur est jugé être un réfugié, nous ne pourrions jamais le poursuivre ou le condamner pour violation de la législation canadienne de l'immigration. C'est un privilège spécial que nous conférons à ceux qui ont besoin de notre aide et de notre protection. L'amendement en discussion élargit ce privilège et donne effet à la réalité telle qu'elle existe.